



**BCEAO**

BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**Direction Nationale pour le Sénégal**  
Agence Principale de Dakar  
Service de l'Administration, du Patrimoine et de la Sécurité

---

**Appel à concurrence pour les travaux de rénovation des installations de climatisation et de traitement d'air des immeubles fonctionnels de l'Agence Principale de la BCEAO à Dakar au Sénégal**

**N° AC/K00/APD/002/2023**

---

**CAHIER DES DISPOSITIONS DE L'APPEL A CONCURRENCE (CDAC)**

**FEVRIER 2023**

---

## **SOMMAIRE**

**ARTICLE 1- OBJET**

**ARTICLE 2 – DEFINITIONS .....**

**ARTICLE 3 - DOSSIER DE L'APPEL A CONCURRENCE .....**

**ARTICLE 4 – RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL A CONCURRENCE .....**

**ARTICLE 5 - INTERPRETATION DU DOSSIER D'APPEL A CONCURRENCE .....**

**ARTICLE 6 - ENTREPRISES AUTORISEES A SOUMISSIONNER .....**

**ARTICLE 7 - FORME DE L'APPEL A CONCURRENCE .....**

**ARTICLE 8 - LANGUE DE LA SOUMISSION .....**

**ARTICLE 9 - PRESENTATION ET EVALUATION DES OFFRES.....**

**ARTICLE 10 - REMISE DES OFFRES.....**

**ARTICLE 11 - REJET DE L'OFFRE.....**

**ARTICLE 12 – OUVERTURE DES PLIS.....**

**ARTICLE 13 - DELAIS DE NOTIFICATION - DUREE DE VALIDITE DES OFFRES.....**

**ARTICLE 14 - NOTIFICATION DU MARCHE ET SIGNATURE.....**

---

---

## **ARTICLE 1 - OBJET**

Le présent document a pour objet de fixer les règles et procédures générales suivant lesquelles les entreprises sont autorisées à soumissionner à l'appel à concurrence pour la mise en place d'un système de climatisation Centrale du type à Eau Glacée, pour les Centrales de Traitement d'Air (CTA) du Sous-sol, du 11<sup>ème</sup> étage et pour les Ventilateurs-convecteurs des bureaux du Sous-sol au 12<sup>ème</sup> étage de l'immeuble fonctionnel de l'Agence principale de la BCEAO à DAKAR.

## **ARTICLE 2 - DEFINITIONS**

Dans le présent document, les termes ci-après désignent :

- Le Maître de l'ouvrage : L'Agence Principale de Dakar
- L'Autorité en charge de l'Administration : Le Directeur de l'Agence Principale du marché
- Le Maître d'Ouvrage Délégué : BICET
- Le Fournisseur ou l'Entreprise : le Fournisseur ou l'Entreprise soumissionnaire

## **ARTICLE 3 - DOSSIER DE L'APPEL A CONCURRENCE**

Le dossier de consultation est constitué par les pièces suivantes :

- le cahier des dispositions de l'appel à concurrence (CDAC) ;
- le cahier des prescriptions spéciales (CPS) type BCEAO, réputé être connu des soumissionnaires ;
- le cahier des prescriptions spéciales (CPS) complémentaires ;
- le cahier des prescriptions techniques particulières ;
- le modèle de soumission ;
- le devis quantitatif estimatif.

Les soumissionnaires doivent examiner soigneusement le dossier complet de consultation. Toute offre non conforme au dossier d'appel à concurrence sera purement et simplement rejetée.

## **ARTICLE 4 – RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL A CONCURRENCE**

Le dossier d'appel à concurrence pourra être retiré au niveau du bureau du courrier de l'Agence Principale de la BCEAO à Dakar, à partir de la date indiquée sur la lettre adressée aux soumissionnaires.

## **ARTICLE 5 - INTERPRETATION DU DOSSIER D'APPEL A CONCURRENCE**

Il est formellement spécifié que par le seul fait de soumissionner, chaque entreprise reconnaît avoir examiné avec soin, toutes les pièces du dossier et avoir signalé par écrit au Maître de l'Ouvrage, toutes omissions ou contradictions qu'elle aurait pu relever, ainsi que toutes solutions ou corrections qui y ont été apportées.

En conséquence, aucune entreprise ne peut, après remise de sa soumission, soit refuser de signer le marché pour quelque motif que ce soit, sous peine d'avoir à payer au Maître de l'Ouvrage des dommages et intérêts pour le préjudice causé, soit refuser d'exécuter des ouvrages jugés indispensables à la parfaite finition des travaux, sous prétexte qu'ils donnent lieu

---

---

à une augmentation de son prix forfaitaire ou à un rallongement du délai contractuel.

Aucune entreprise, après avoir soumissionné, ne peut réclamer de supplément en s'appuyant sur ce que les désignations mentionnées sur le devis pourraient présenter d'inexact, d'incomplet ou de contradictoires ou sur les omissions évidentes qui pourraient se révéler.

S'il y a lieu et au plus tard huit (08) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, les soumissionnaires sont tenus de signaler les erreurs, omissions ou contradictions relevées dans les documents écrits. A défaut, ils sont réputés avoir accepté les documents sans réserve.

Passé ce délai, aucune réclamation ne sera admise.

Au plus tard cinq (05) jours avant la date limite de dépôt des offres, le Maître de l'Ouvrage porte à la connaissance des concurrents, la suite donnée à leurs observations et les informe de ses conclusions.

#### **ARTICLE 6 - ENTREPRISES AUTORISEES A SOUMISSIONNER**

Ne sont autorisées à soumissionner que les entreprises spécialisées dans les travaux de fourniture et d'installation de climatisation.

#### **ARTICLE 7 - FORME DE L'APPEL A CONCURRENCE**

L'appel à concurrence est de type ouvert. A cet égard, le dossier d'appel à concurrence est diffusé sur le site internet de la BCEAO. Toutefois, les entreprises figurant dans la base de données de la Banque peuvent être invitées directement, par écrit, à participer à l'appel à concurrence.

Les soumissions émanant d'entreprises regroupées ou associées sont admises, sous réserve que soit mentionné dans la soumission le nom de l'entreprise sous l'autorité et la responsabilité de laquelle les autres membres du groupement interviennent dans le marché.

#### **ARTICLE 8 - LANGUE DE LA SOUMISSION**

La soumission et les pièces annexes, les documents contractuels visés au Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS) ainsi que toutes les correspondances sont établis en langue française.

#### **ARTICLE 9 - PRESENTATION ET EVALUATION DES OFFRES**

Les offres sont présentées comme indiqué ci-dessous

##### **1- Enveloppe extérieure contenant les offres :**

Elle porte exclusivement la mention suivante :

**«APPEL A CONCURRENCE POUR LES TRAVAUX DE RENOVATION DES  
INSTALLATIONS DE CLIMATISATION ET DE TRAITEMENT D'AIR DES IMMEUBLES  
FONCTIONNELS DE L'AGENCE PRINCIPALE DE LA BCEAO A DAKAR»**

**« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »**

Cette enveloppe contient les pièces suivantes :

---

---

## **2 - Enveloppe A : PIÈCES ADMINISTRATIVES notées sur 10 points**

Elle doit porter le nom du soumissionnaire et contenir les informations et documents suivants :

Pièce N° 1 : l'attestation d'immatriculation au Registre de Commerce et du Crédit Mobilier (RCCM).

Pièce N°2 : les attestations d'usage indiquant que le soumissionnaire est en règle vis à vis :

- de la Caisse de Sécurité Sociale ;
- de l'IPRES ;
- de l'Inspection du travail ;
- des autorités fiscales.

La mise à disposition de l'ensemble des attestations ci-dessus listées dans les pièces n° 1 et 2 sera notée sur dix (10) points.

## **2 - Enveloppe B : DOSSIER TECHNIQUE noté sur 50 points**

Pièce N°3 : liste du personnel d'encadrement (cadres de conception et d'exécution) ;

Pièce N°4 : la liste des marchés similaires (montant, nature, maître de l'ouvrage....) exécutés durant les trois (03) dernières années.

Pièce N°5 : la liste des moyens matériels disponibles.

Pièce N°6 : - la documentation technique du matériel proposé et le certificat d'origine ;  
- le calcul du coût total de possession (TCO).

Pièce N°7 : un (01) exemplaire du Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS) complémentaire, du Cahier des Dispositions de l'Appel à Concurrence. Lesdits documents étant entièrement paraphés, signés, datés et revêtus de la mention manuscrite "Lu et Approuvé".

La proposition technique sera évaluée sur la base des pièces numéros 3, 4, 5, 6 et 7 sur un total de quarante (50) points.

Un seuil de 70% de la note technique sera fixé et les offres des entreprises n'ayant pas atteint ce seuil ne seront pas examinées pour la suite de l'analyse.

## **3 - Enveloppe C : DOCUMENTS FINANCIERS ET OFFRES FINANCIERES notés sur 40 points**

Pièce N°8 : Bilan des trois (03) dernières années certifié par un expert comptable ou un comptable agréé ;

Pièce N°9 : Compte d'exploitation des trois (03) dernières années ;

Pièce N°10 : Trois (03) exemplaires datés, signés et cachetés de la soumission suivant le modèle joint au dossier ;

Pièce N°11 : Trois (03) exemplaires du devis quantitatif et estimatif établis suivant le modèle figurant au dossier d'appel à concurrence faisant apparaître le montant hors taxes/ hors droits de douane.

La proposition financière sera notée sur la base de la structure financière et du montant de l'offre financière sur un total de cinquante (40) points.

## **ARTICLE 10 - REMISE DES OFFRES**

Les offres doivent parvenir au bureau du courrier de l'Agence Principale de la BCEAO à Dakar au plus tard à la date indiquée sur l'avis d'appel à concurrence posté sur le site internet de la Banque ou sur la lettre adressée aux soumissionnaires.

---

---

### **ARTICLE 11 - REJET DE L'OFFRE**

Le non-respect par le soumissionnaire de l'une des instructions visées notamment aux articles 8 et 9 peut entraîner le rejet des plis.

### **ARTICLE 12 – OUVERTURE DES PLIS**

Dans les meilleurs délais suivant la date de réception des offres, une commission de dépouillement des marchés procède à l'ouverture de plis.

L'étude des offres se fait suivant les critères définis par la commission dans le but d'assurer une bonne réalisation des prestations dans les conditions financières les plus avantageuses pour le Maître de l'ouvrage.

La commission n'est donc pas tenue de retenir l'offre la moins-disante. Sa décision est sans appel.

De ce fait, elle n'est pas tenue d'expliquer les motifs de ses choix ni de publier les résultats de l'appel à concurrence.

### **ARTICLE 13 - DELAIS DE NOTIFICATION - DUREE DE VALIDITE DES OFFRES**

La notification du marché par l'Autorité en charge de l'administration du marché, représentant légal du Maître de l'ouvrage, est faite à l'entreprise dans un délai de six (06) mois maximum à compter de la date limite fixée pour l'envoi des offres.

La durée de la validité des offres est de six (06) mois à compter de la date limite visée à l'alinéa précédent. Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant toute cette durée.

### **ARTICLE 14 - NOTIFICATION DU MARCHE ET SIGNATURE**

L'Autorité en charge de l'administration du marché notifie par écrit à l'entreprise attributaire que sa soumission a été retenue avant l'expiration de la période de validité des soumissions.

L'entreprise attributaire signe le marché dans les délais qui lui sont indiqués en tant que de besoin par le Maître de l'Ouvrage.

Par ailleurs, les résultats de l'appel à concurrence seront publiés sur le site internet de la Banque.

Signature de L'Entrepreneur <sup>(1)</sup>

***(1) A précéder à la mention manuscrite « Lu et approuvé »***

---

---

## **MODELE DE LETTRE DE SOUMISSION**

Je soussigné [*Nom prénoms et fonction*],

Agissant au nom et pour le compte de l'entreprise [*Adresse complète de l'entreprise*] inscrite au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier sous le numéro [*Numéro du registre de commerce*] :

- après avoir pris connaissance de toutes les pièces du dossier d'appel à concurrence relatif aux « *travaux de rénovation des installations de climatisation et de traitement d'air des immeubles fonctionnels de l'Agence Principale de la BCEAO à Dakar au Sénégal* »,
- après m'être rendu compte de la situation des lieux, des installations qui s'y trouvent actuellement et après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et l'importance des travaux à réaliser :
  - 1- me soumetts et m'engage à exécuter lesdits travaux conformément au dossier d'appel à concurrence, moyennant le prix global, forfaitaire, non révisable, hors taxes, et hors droits de douane de [*Montant en chiffres et en lettres*], :
  - 2- m'engage à accomplir les travaux dans un délai de [*Délai d'exécution prévu dans le planning*] à compter de la date de la notification de l'ordre de service pour commencer les travaux,
  - 3- m'engage expressément à exécuter les travaux conformément au cahier des charges et suivant les règles de l'art,
  - 4- m'engage à maintenir mon offre pendant une période de six (06) mois à compter de la date de dépôt des offres,
  - 5- demande que la BCEAO se libère des sommes dues par elle au titre du marché, en faisant donner crédit au compte n°[*numéro de compte*] ouvert au nom de [*Attributaire du compte*].

Fait à Dakar le [*jour/mois/année*]

*Signature et Cachet*

[*Nom et Prénoms*]

---